

Annexe 7 : Cas particulier des fonctionnaires astreints à un engagement de servir

Les règles issues du décret n° 2017-929 du 9 mai 2017 relatif à la position de disponibilité des fonctionnaires de l'Etat souhaitant exercer une activité dans le secteur privé ont été, d'une part, étendues aux agents de la fonction publique hospitalière (FPH) et, d'autre part, modifié sur 2 points, par le décret n° 2019-234 du 27 mars 2019 modifiant certaines conditions de la disponibilité dans la fonction publique.

1/ En ce qui concerne l'extension à la FPH, certaines règles valables depuis le 9 mai 2017 pour les agents de la FPE astreints à servir sont désormais étendues aux agents de la FPH astreints à servir :

- ➔ Une obligation de **justifier de 4 ans de services effectifs** depuis la titularisation dans le corps au titre duquel l'engagement de servir a été souscrit **avant de pouvoir bénéficier d'une disponibilité** pour exercer des activités professionnelles ou pour créer ou reprendre une entreprise.

Ainsi, les fonctionnaires soumis à un engagement de servir **doivent justifier de 4 ans de services effectifs** depuis la titularisation dans le corps de la fonction publique au titre duquel cet engagement de servir a été conclu, **avant de pouvoir bénéficier** :

- ➔ d'une disponibilité pour convenances personnelles pour exercer une activité professionnelle ;
- ➔ d'une disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise.

Cette obligation instaurée par le décret n° 2017-929 du 9 mai 2017 dans la fonction publique de l'Etat **est étendue à la fonction publique hospitalière**.

Ces dispositions s'appliquent :

- ➔ pour la fonction publique de l'Etat : aux fonctionnaires titularisés à compter du 1^{er} janvier 2018 dans un corps de la fonction publique et soumis à un engagement de servir pendant une durée minimale ;
- ➔ pour la fonction publique hospitalière : aux fonctionnaires titularisés à compter de l'entrée en vigueur du décret du 27 mars 2019 et soumis à un engagement de servir pendant une durée minimale.

2/ En ce qui concerne la modification des règles issues du décret du 9 mai 2017, le décret n° 2019-234 du 27 mars 2019 modifiant certaines conditions de la disponibilité dans la fonction publique a :

- **allongé la durée maximale de la disponibilité** pour exercer une activité professionnelle, **de 4 à 5 ans**, lorsque le fonctionnaire astreint à engagement de servir n'a pas accompli l'intégralité de cet engagement ;
- **remplacé l'obligation d'accomplir l'intégralité l'engagement de servir** avant de pouvoir bénéficier d'un nouvelle période de disponibilité **par l'obligation d'accomplir 18 mois de services effectifs continus**.

Allongement de la durée maximale de la disponibilité pour exercer une activité professionnelle ou de cumul des disponibilités pour convenances personnelles ou pour créer ou reprendre une entreprise

Le décret du 9 mai 2017 précité limitait, **lorsque l'engagement de servir n'avait pas été intégralement accompli**, à 4 ans la durée maximale :

- ➔ de la disponibilité pour convenances personnelles accordée pour exercer des activités professionnelles
- ➔ du cumul de la disponibilité précitée avec une disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise.

Le décret du 27 mars 2019 prévoit désormais, pour ces fonctionnaires, **l'application des règles de droit commun**. En d'autres termes, le fonctionnaire en question peut désormais effectuer une disponibilité d'une **durée maximale de 5 ans**.

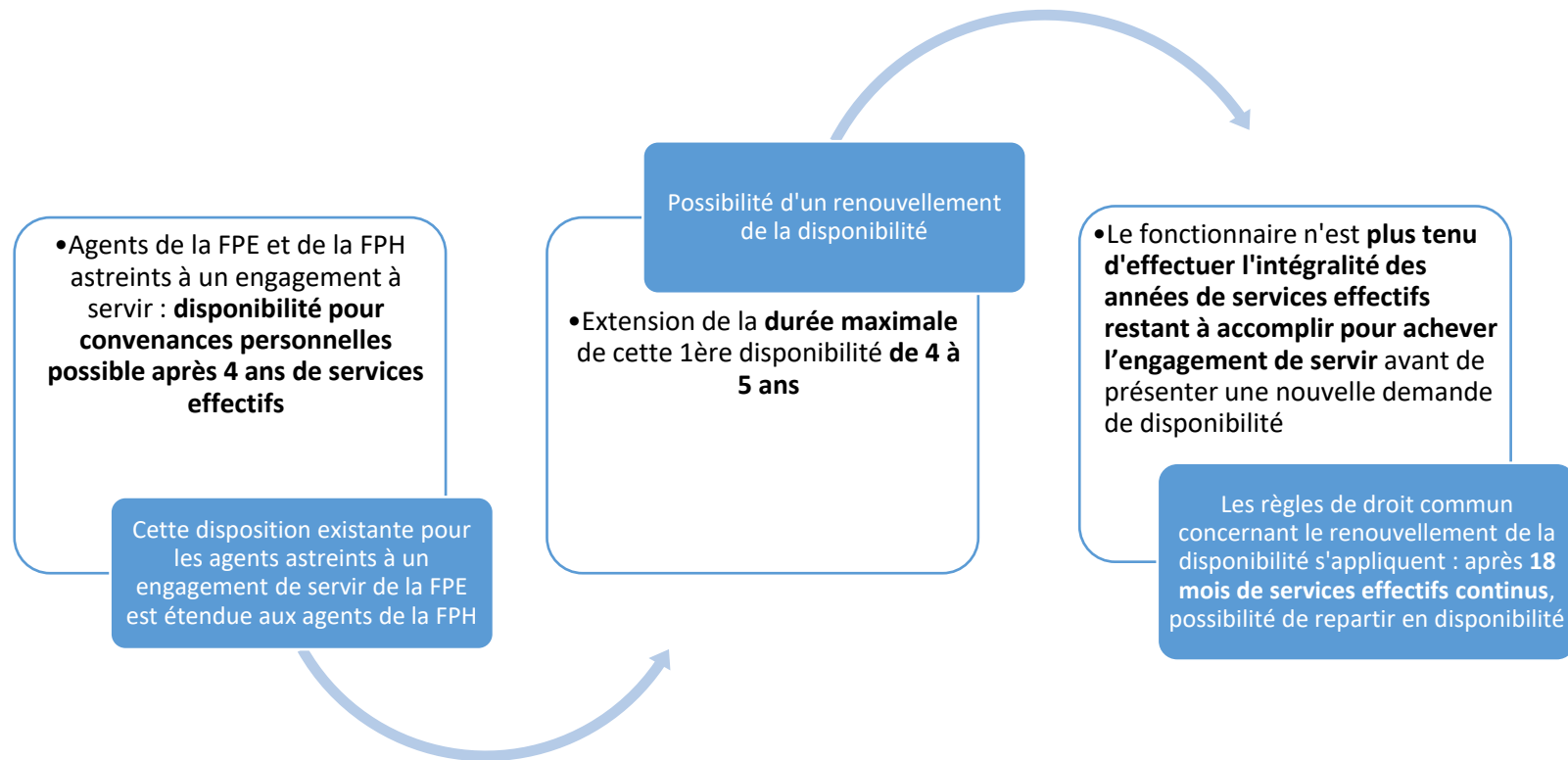
Suppression de l'obligation d'avoir accompli l'intégralité de son engagement de servir avant de pouvoir bénéficier à nouveau d'une disponibilité pour convenances personnelles

Le décret n°2017-929 du 9 mai 2017 précité avait instauré, pour les fonctionnaires de la fonction publique de l'Etat ayant souscrit un engagement de servir titularisés à compter du 1^{er} janvier 2018, une **obligation de retour d'une durée égale au nombre d'années de services effectifs restant à accomplir** pour achever l'engagement de servir souscrit avant de pouvoir bénéficier d'une nouvelle disponibilité pour convenances personnelles.

Le décret n°2019-234 du 27 mars 2019 supprime cette obligation aux profits de **l'application des règles de droits communs**.

Le fonctionnaire concerné doit alors **effectuer au moins 18 mois de services effectifs continus** avant de pouvoir demander le renouvellement de sa disponibilité.

Modifications concernant la disponibilité pour convenance personnelle des agents soumis à un engagement de servir

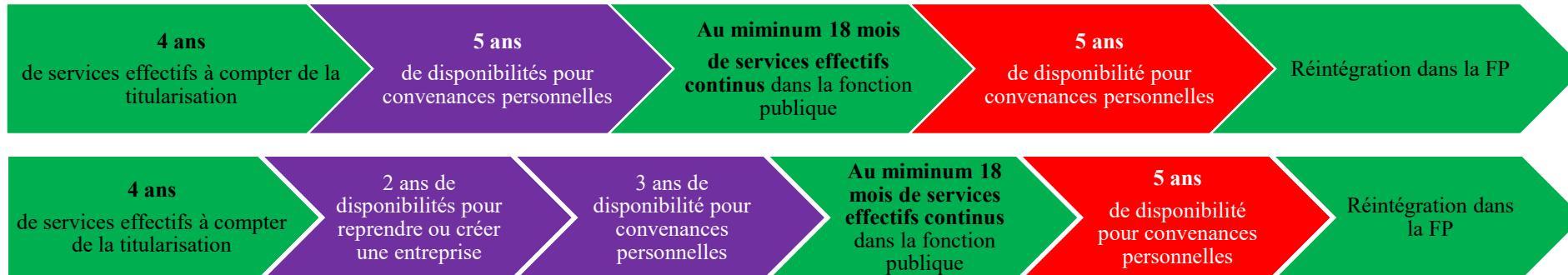


→ Exemple d'un fonctionnaire recruté par la voie de l'École nationale d'administration titularisé à compter du 1^{er} janvier 2018 :

Avant l'entrée en vigueur du décret du 27 mars 2019



Depuis l'entrée en vigueur du décret du 27 mars 2019



En vert
Affectation dans la FP

En violet
Disponibilité avec maintien
des droits à l'avancement

En rouge
Disponibilité sans maintien
des droits à l'avancement